

Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

Le livre de la honte

La discrimination dans la recherche de logement

METRO VAO grands 5 1/2, 1000, terrasse, 42 doublets, chauffage, ent. lavée, ter. pavé, 2 et 3e étages 5755-351-9522.
Près marché Maisonneuve
 4 1/2, 2e, 1 ch fermée, entrées lav/séc. 3755/mois. Juillet.
 Laissez message 252-5150.
 Ntl-Nord 3 1/2 chauf 4955, 5 1/2 chauf 7255, 4 1/2 n-chauf 4955, 6 1/2 n-chauf 6955 St-Léonard 4 1/2 chauf 7955 Rosemont 4 1/2 n-chauf 6955.
 Tous juillet 221-2101

208 AMQUI
 METRO Laurier 2 min, grand 1 1/2 moderne meublé ou non 3 inc, cour intérieure, terrasse, buandière, très propre, calme, tranquille Libre. 3905 277-7305.
 2100 Montigny, 4 1/2, 2 alc., ent. lavée, ent. privat, balcon, rdv. Vite à venir de 13h à 15h 4650, ter. suite.
 Ntl-Nord 3 1/2 chauf 4955, 5 1/2 chauf 7955 St-Léonard 4 1/2 chauf ent 4 1/2 n-chauf 6955 juillet 221-2101

226 VALLEYFIELD
 PAPIER/MASSON 3 1/2, deux couchers, 4505, mai 3 1/2 à 4505-5255 à 4 1/2 6005, juillet. Polishing, très beau, tranquille. 514-252-7627.
 RARE LAFONTAINE 5 1/2, 1000\$ chauffage, doublets, vitres, poêle/bois, PVS 1 1/2, 3355, chauf, juillet 697-1244.
 PLATEAU 6 1/2 1500\$, 7e, 2 ch fermées, 100% rénové, cachet, pl. bois h. bois, électro. 13505 514-654-6774.
 PLATEAU à louer, issue 1 1/2 - 2 1/2, 4 1/2 Sans Parc 1200\$, ent. rénovee (meublé ou non) 309-1333 / 259-1816.
 PLATEAU GONDOS NEUF, 1 1/2, 2 1/2, meublé, avec ter. bois, tout inox, kitchen 3950 et plus. 277-2201.
 PLATEAU art 1200\$/m. Pds/Trigo, rénové, terrasse, vitreaux, et de la cuisine inc. 514-252-1410.
 PLATEAU, Deux/Duval, bel espace de

148, 2506 St-Zasque coin York Avenue
 8 1/2 9955, Vue face, 514-271-6603
 LIT ST-LORENT/DES PAYS, moderne poêle/bois, 2e, 300 pi, 7505 à 8000 Libre mai. (514) 252-4912.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
222 ST-JÉRÔME
 MESSIER/Sherbrooke 3 1/2 chauf, poêle/bois, propre, tranquille 3905 Libre mai. 514-525-4211.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
 METRO Laurier 2 min, grand 1 1/2 moderne meublé ou non 3 inc, cour intérieure, terrasse, buandière, très propre, calme, tranquille Libre. 3905 277-7305.
 MIEUX 2 1/2, 100% rénové, pl. bois h. face park, 1500\$ n-chauf. Ref. 514-751-4720.
 PAPIER/MASSON 3 1/2, deux couchers, 4505, mai 3 1/2 à 4505-5255 à

148, 2506 St-Zasque coin York Avenue
 8 1/2 9955, Vue face, 514-271-6603
 LIT ST-LORENT/DES PAYS, moderne poêle/bois, 2e, 300 pi, 7505 à 8000 Libre mai. (514) 252-4912.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
222 ST-JÉRÔME
 MESSIER/Sherbrooke 3 1/2 chauf, poêle/bois, propre, tranquille 3905 Libre mai. 514-525-4211.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
 METRO Laurier 2 min, grand 1 1/2 moderne meublé ou non 3 inc, cour intérieure, terrasse, buandière, très propre, calme, tranquille Libre. 3905 277-7305.
 MIEUX 2 1/2, 100% rénové, pl. bois h. face park, 1500\$ n-chauf. Ref. 514-751-4720.
 PAPIER/MASSON 3 1/2, deux couchers, 4505, mai 3 1/2 à 4505-5255 à

148, 2506 St-Zasque coin York Avenue
 8 1/2 9955, Vue face, 514-271-6603
 LIT ST-LORENT/DES PAYS, moderne poêle/bois, 2e, 300 pi, 7505 à 8000 Libre mai. (514) 252-4912.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
222 ST-JÉRÔME
 MESSIER/Sherbrooke 3 1/2 chauf, poêle/bois, propre, tranquille 3905 Libre mai. 514-525-4211.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
 METRO Laurier 2 min, grand 1 1/2 moderne meublé ou non 3 inc, cour intérieure, terrasse, buandière, très propre, calme, tranquille Libre. 3905 277-7305.
 MIEUX 2 1/2, 100% rénové, pl. bois h. face park, 1500\$ n-chauf. Ref. 514-751-4720.
 PAPIER/MASSON 3 1/2, deux couchers, 4505, mai 3 1/2 à 4505-5255 à

148, 2506 St-Zasque coin York Avenue
 8 1/2 9955, Vue face, 514-271-6603
 LIT ST-LORENT/DES PAYS, moderne poêle/bois, 2e, 300 pi, 7505 à 8000 Libre mai. (514) 252-4912.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
222 ST-JÉRÔME
 MESSIER/Sherbrooke 3 1/2 chauf, poêle/bois, propre, tranquille 3905 Libre mai. 514-525-4211.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
 METRO Laurier 2 min, grand 1 1/2 moderne meublé ou non 3 inc, cour intérieure, terrasse, buandière, très propre, calme, tranquille Libre. 3905 277-7305.
 MIEUX 2 1/2, 100% rénové, pl. bois h. face park, 1500\$ n-chauf. Ref. 514-751-4720.
 PAPIER/MASSON 3 1/2, deux couchers, 4505, mai 3 1/2 à 4505-5255 à

148, 2506 St-Zasque coin York Avenue
 8 1/2 9955, Vue face, 514-271-6603
 LIT ST-LORENT/DES PAYS, moderne poêle/bois, 2e, 300 pi, 7505 à 8000 Libre mai. (514) 252-4912.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
222 ST-JÉRÔME
 MESSIER/Sherbrooke 3 1/2 chauf, poêle/bois, propre, tranquille 3905 Libre mai. 514-525-4211.
 LAKANA, grand 3 1/2, CURE/BOIS/River, 3e, 100% rénové, bois h., 4 sections, le rez-de-chaussée 3755 n-chauf. Libre. 644-0535.
 METRO Laurier 2 min, grand 1 1/2 moderne meublé ou non 3 inc, cour intérieure, terrasse, buandière, très propre, calme, tranquille Libre. 3905 277-7305.
 MIEUX 2 1/2, 100% rénové, pl. bois h. face park, 1500\$ n-chauf. Ref. 514-751-4720.
 PAPIER/MASSON 3 1/2, deux couchers, 4505, mai 3 1/2 à 4505-5255 à





**Regroupement des comités logement et
associations de locataires du Québec**

2000, boul. Saint-Joseph Est, Local 35

Montréal (Québec), H2H 1E4

Téléphone : (514) 521-7114

Ligne sans frais : 1-866-521-7114

Télécopieur : (514) 521-0948

rclalq@rclalq.qc.ca

www.rclalq.qc.ca

Depuis sa création, le Regroupement des comités logement et associations des locataires du Québec (RCLALQ) lutte pour un accès au logement pour tous et toutes sans discrimination.

Pourquoi ce livre: À l'occasion de la *Journée internationale contre la discrimination raciale*, le 21 mars 2011, le RCLALQ a organisé une action devant les bureaux de la CORPIQ à Québec afin dénoncer l'utilisation de formulaires de location. Cette action a été suivie d'un dîner communautaire pendant lequel les locataires ont été sollicités pour dessiner ou décrire une expérience de discrimination vécue. C'est à cette occasion et lors de divers ateliers organisés par les comités logements et associations de locataires que les témoignages sur la discrimination dans la recherche de logement ont été amassés.

Ces témoignages révèlent l'indicible, les préjugés à l'égard des familles, des personnes issues de l'immigration, des personnes les plus démunies. Pour le RCLALQ, cette collecte de témoignages permet de mettre sur la place publique le quotidien de milliers de locataires à la recherche de logement. Par ce geste le RCLALQ a voulu donner une voix aux locataires souvent laissés à eux-mêmes, aux locataires forcés de vivre entassés dans de petits logements, aux locataires confinés à vivre dans des taudis ... Par ce geste, le RCLALQ veut également montrer que les pratiques de discrimination, non seulement, sont légions mais que sans législation elles se développent et s'accroissent impunément. À preuve, le tout nouvel outil proprio-enquête offert par les associations de propriétaires! Une enquête de crédit rapide et en directe avec des données téléchargées sur son mobile afin de « trouver », aux dires des associations de propriétaires, le locataire idéal. Pour le RCLALQ, la discrimination commence avec la sélection des locataires.

Premier arrivé, premier servi!
La discrimination, c'est fini!

Discrimination et logement

La discrimination peut prendre plusieurs formes. Quelques fois, elle est directe. Plusieurs personnes sont ainsi victimes de préjugés dans la recherche d'un logement parce qu'elles sont issues de l'immigration, qu'elles sont sans emploi ou parce qu'elles ont des enfants. La discrimination peut également provenir de façons de faire en apparence neutres et applicables à tous et à toutes mais qui ont le même effet d'exclusion que la discrimination basée sur des préjugés; c'est ce qu'on appelle la discrimination indirecte. Les formulaires de location, par exemple, sont des outils pour scruter à la loupe la vie des gens.

L'accès au logement et la loi...

La discrimination dans l'accès au logement est interdite

La *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* interdit de refuser la location d'un logement à une personne en se fondant sur un motif de discrimination comme, par exemple, la race, la couleur, le sexe, l'âge, le fait d'avoir des enfants ou d'être bénéficiaire de l'aide sociale.

S'il est discriminatoire, le refus par un propriétaire de louer un logement peut être porté devant les tribunaux. C'est la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) qui intervient en matière de discrimination. La Commission offre également un service de médiation pour les victimes de discrimination mais en aucun cas elle n'a pas le pouvoir d'ordonner la location du logement convoité. Si la cause aboutit au Tribunal, des dommages moraux, punitifs et /ou matériels pourraient être accordés. **Attention** : Si vous décidez de déposer une plainte à la Commission des droits de la personne, ce sera à vous de prouver que vous avez été victime de discrimination et non au propriétaire de prouver que son refus était justifié.

Formulaires de location vs respect de la vie privée

Au Québec, le droit à la vie privée est encadré par la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé. Cette loi précise les règles relatives à la cueillette, à la conservation, à l'utilisation et à la communication des renseignements personnels. En matière de louage résidentiel, les renseignements nécessaires sont ceux qui établissent l'identité du locataire éventuel, à savoir le nom, le prénom et l'adresse complète et ceux qui permettent de vérifier le comportement de l'éventuel locataire.

Le numéro d'assurance sociale, la carte d'assurance maladie et le permis de conduire **ne peuvent être exigés** pour la location d'un logement.

La Commission d'accès à l'information (CAI) recueille les plaintes des locataires dans le cas de collecte abusive de renseignements personnels mais ces plaintes, tout comme celles faites à la CDPDJ, n'auront jamais pour effet de contraindre un propriétaire fautif à louer le logement à la personne plaignante. Par ailleurs, il est bon de savoir que la CAI n'a pas non plus le pouvoir d'ordonner à un propriétaire de verser des dommages-intérêts ou des compensations...

Dans les faits, les locataires utilisent très peu ces deux recours... Par ailleurs, pour les locataires, souvent le temps presse et de telles démarches sont exclues. Quand on se retrouve au mois de mai sans logement avec une famille à charge et avec plus de 50 refus de propriétaires, qu'est-ce qu'on fait? Les gens se résignent : louent des taudis, s'entassent à deux familles dans un même logement, s'inscrivent sur une liste de requéranteEs pour du logement social qui ne viendra jamais. CertainEs iront jusqu'à faire des fausses déclarations sur les formulaires de location. Même les préposéEs à la Régie du logement conseillent parfois de cacher certaines informations.

Et la Régie du logement dans tout cela...

Il est important de savoir que la Régie du logement **ne peut pas** intervenir pour régler une situation de discrimination entre la personne à la recherche de logement et le propriétaire qui refuse de vous louer un logement. En effet, la Régie du logement **n'a aucun pouvoir d'intervention** s'il n'y a pas de bail signé (un contrat entre les parties). Toute la recherche de logement échappe donc à l'encadrement de la Régie du logement. Pourtant la Régie du logement à compétence en matière de cession de bail ou de sous-location. Dans ces cas, le Code civil prévoit que les seules informations nécessaires pour la location d'un logement sont le nom de la personne et son adresse.

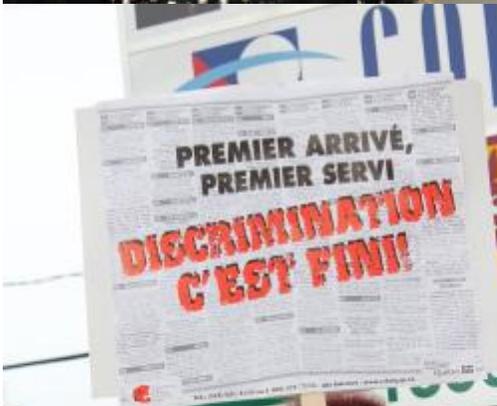
Le RCLALQ presse le ministre responsable de l'habitation, monsieur Laurent Lesard, d'accorder à la Régie du logement la compétence pour intervenir dans la recherche de logement et d'interdire une fois pour toutes les formulaires de demande de location.

Pour assurer le droit d'accès au logement et mettre un terme à la discrimination, le RCLALQ demande que la Régie du logement ait pleine juridiction sur le processus de location des logements, et que les formulaires de demande de location soient interdits.

À l'occasion de la *Journée internationale contre la discrimination raciale*, le 21 mars 2011, le RCLALQ a organisé une action devant les bureaux de la CORPIQ à Québec afin dénoncer l'utilisation de formulaires de location.

Les manifestantEs, en colère, ont fait un feu de poubelle avec les formulaires de location.

« Nous faisons à notre manière ce que le gouvernement devrait faire avec une loi : interdire les formulaires »



La recherche d'un logement : une véritable course à obstacles

Il est de plus en plus difficile de louer un logement sans faire face à des pratiques discriminantes. La signature d'un bail est devenue une course à obstacles. À chaque année de nouveaux obstacles apparaissent. Ils sont nombreux et pour certains locataires les obstacles sont tels qu'ils n'arrivent pas à les franchir. Les associations de propriétaires immobiliers font preuve d'une imagination fertile pour contourner la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et ainsi opérer leur commerce en faisant usage de discrimination.

Au départ : La pauvreté et les coûts de loyers

Au Québec, il y a 1,3 millions de ménages locataires, dont 90% sont captifs du marché privé. Les locataires consacrent une part croissante de leurs revenus pour se loger. Ainsi 245 755 ménages locataires y consacrent de 30% à 50% de leur revenu et 203 080 des locataires vivant en logement privé consacrent au moins 50% de leur revenu au logement (SHQ, 2011). Ces locataires doivent donc couper sur la nourriture pour arriver à payer le loyer.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Je me souviens d'une femme de Québec, travailleuse à temps partiel et mère de quatre jeunes enfants, à qui les propriétaires refusaient systématiquement de louer. Deux jours avant la fin de son bail, avant de devoir quitter son logement, elle n'avait toujours pas signé un nouveau bail pour se loger et pour loger sa famille.

Nom: Jonathan Camille

Ville: Québec



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
www.rclalq.ca

La recherche d'un logement : une véritable course a obstacles

Obstacle 1 : La discrimination directe

Le refus de louer à une personne en raison de sa race, de son origine ethnique, de son sexe, de sa condition sociale, de son âge est encore d'actualité. La discrimination directe est condamnée de plus en plus fortement mais elle persiste.

Le 12 mai 2004, lors d'une caravane contre la discrimination, des locataires ont visité des propriétaires usant de pratiques discriminatoires et des élus laissant à eux-mêmes les gens en recherche de logement.



DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

→ J'ai 18 ans et le propriétaire refuse de me louer un logement, il dit que c'est parce que je suis trop jeune et que je ne suis pas responsable que je vais faire la fête tout le temps alors qu'il ne me connaît même pas?

Comment puis-je trouver un appartement si on me refuse tout le temps en raison de mon âge?

Nom: locataire de Rosemont

Ville: Montréal



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

J'étais une mère monoparentale de 2 adolescents (garçon, une fille). J'avais les moyens financiers de me payer un 5 1/2. J'avais également de bonnes références. On m'a refusé partout à cause de cela mais aussi à cause de mon handicap. Je suis semi-voyante.

À bout de souffle et de ressources, j'ai fini par me trouver un 4 1/2. Obligant ainsi ma fille de 14 ans à dormir avec moi dans ma chambre.

Nom :

Mme Moreau
STAVIE MOREAU

Ville :

Beauharnois
Québec



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLALQ.QC.CA

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Où pouvons-nous nous habiter?!



Je ne loue pas aux étudiants!



Nom : _____

Ville : _____



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*

hm

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

On m'a fréquemment refusé de me louer un logement à cause de mon look cause par mon handicap

Nom :

Serges Leclerc

Ville :

Montréal



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLALO.QC.CA

Quand famille rime avec impossibilité de
se louer un logement.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

TROP D'ENFANT POUR LE LOGEMENT



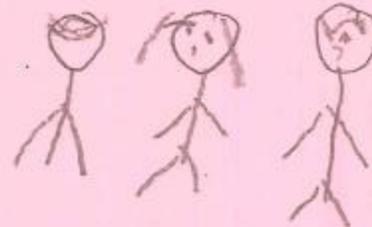
MON
COPAIN



Moi



LES ENFANTS



Nom :

RITA

Ville :

MONTREAL



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*
[WWW.RCLALQ.QC.CA](http://www.RCLALQ.QC.CA)

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

J'étais aux études, sur les prêts et bourses, monoparentale d'un enfant de quelques mois. On m'a refusé partout. J'ai dû accepter un 2 1/2 minuscule et très mal entretenu (coquerelles, infiltration d'air important).

Personne ne veut d'enfant, ça pleure ses petites choses là. J'avais un excellent crédit et de bonnes références, mais je ne voulais pas sur l'or. J'ai toujours pris mes responsabilités mais cela ne compte pas aux yeux des propriétaires. Ils veulent des gens seuls, préférablement âgés, sans animaux, non-fumeurs, québécois de souche et très riches.

Nom: Katia Isabelle

Ville: Mercier



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLAQ.QC.CA

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Après des difficultés à me trouver un logement parce que j'étais enceinte et sur l'aide sociale. C'est épuisant quand on est seule et sans réseau de se relocaliser. On me demandait très un embosseur mais j'en ai pas! Et c'est horrible ceux qui ont des préjugés contre les enfants!

Nom:

Marie Gauthier

Ville:

QC



Une action organisée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
[WWW.RCALQ.QC.CA](http://www.RCALQ.QC.CA)

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Originnaire du Sénégal, je vis avec mon épouse et mes quatre enfants. J'ai été discriminé lors de mes recherches de logement pour ma famille. Pour obtenir celui que nous occupons actuellement, j'ai dû mentir au propriétaire en lui disant que je vivais avec mon épouse et deux enfants!

Nom :

Seydou Sone

Ville :

Montréal



Une action organisée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
WWW.RCLALQ.QC.CA

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Quand je suis arrivée, les personnes du Centre Multiethnique n'ont pas trouvé d'appartement pour moi, je suis restée 3 mois dans un hôtel, les propriétaires disaient que c'était difficile de louer à une personne avec 4 enfants.

J'ai visité juste 1 logement après 3 mois ici.
Il n'a pas été accepté.

Après j'ai trouvé un logement à Beauport ce qui est très loin de là où j'étudie.

Nom: Yolanda Astrid Ascencio

Ville: Québec



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
www.rclalq.qc.ca

Lorsque sa condition sociale empêche de
se trouver un toit.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Sur internet une locataire avait
inscrit sur son annonce.

Pas de B.S. ni de chomeur. Je l'ai
appelé pour lui dire ma façon de
penser

Nom:

Jacques Procher

Ville:

Trois-Rivières



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLAQ.QC.CA

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

I was discriminated
Simply because of the following.

- Social condition

- Unemployed

- Welfare recipient

- political conviction

- Race

GU: 438-877
0588

Shakela ARNON

1525 av. Desrochers, #10

MTL - PQ HSN - 2A2

Nom :

Ville :



DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

J'ai été sur l'internet il y a quelque temps pour me trouver un loyer. Mais le propriétaire ne pas voulu me le louer car je suis sur l'aide social.

Nom: Marialyn Lefebvre

Ville: Trois-Rivières



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*
WWW.RCLAQ.QC.CA

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Je cherche un logement avec un coloc. Le proprio demande des preuves d'emploi et dit qu'il ne loue pas aux locataires sur l'aide sociale parce qu'ils ne paient pas.

Nom: Femme sur l'aide sociale Ville: Montréal Qc



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Je suis une femme arrivée au Québec, il y a quelques
mois, j'ai trois enfants et mon conjoint est resté au Cameroun.
Après avoir été hébergé quelques semaines chez des amis,
j'ai recherché un logement et j'ai mis plus de trois
mois à trouver : les propriétaires me disaient "on vous
appelle Madame..." jamais de téléphone - j'ai eu le
sentiment d'avoir été exclus car je n'avais pas de référence
d'ancien propriétaires, j'avais trois enfants et que je ne
travaillais pas -

Nom :

Tutobeneute Macsimée J.

Ville :

Montréal



DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Lors d'appel pour les informations sur le logement aucun problème jusqu'à temps vient le sujet de mon statut social et le fait d'avoir un enfant, finalement il attendre une confirmation parce que c'est pratiquement sur qu'il est prit. Il essaye même de convaincre que le logement est pas adéquat.

Nom: Jessyca

Ville: Québec



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*
WWW.DCLAQ.QC.CA

Quand son ethnicité empêche de se
prémunir d'un logement.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

- J'ai vu l'annonce du logement sur le site internet Kijji
- J'ai téléphoné à l'interlocuteur pour louer
- Aussitôt qu'il a entendu mon accent, il a répondu : le logement est déjà occupé.

Nom :

AHCÈNE

Ville :

MONTREAL



DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

J'appelle pour un logement, on me dit que c'est disponible. Quand on me demande mon nom et je dit mon nom Africain, le logis n'est plus disponible

Nom :

Femme d'origine
Rwandaise

Ville :

Montréal QC



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLAQ.QC.CA

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

La discrimination est très masquée! Il faut être dans une situation catastrophique pour voir ce qui se passe. Quant à la recherche de logement, déjà par votre tonne de voix au téléphone, quand on appelle pour prendre un rendez-vous pour visiter ou pour avoir les informations, il vous répond: C'est déjà loué ou il laisse leur répondant; alors que le prix enseigne est encore là pour signifier leur location; ou il augmente le prix automatiquement. Cela m'est arrivé il y a trois ans au coin de St-Zotique et 20^e Avenue.

Nom: _____

Ville: Montréal



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLALQ.QC.CA

La recherche d'un logement : une véritable course a obstacles

Obstacle 2 : Les formulaires de demande de location et de renseignements personnels

Les associations de propriétaires ont mis en place une façon de faire de la discrimination sans que cela soit trop apparent : les formulaires de demande de location et de renseignements personnels. Les formulaires de location recueillent des renseignements personnels non nécessaires à la location d'un logement. Certaines informations d'apparence anodine permettent de faire le profil économique de l'aspirant locataire sans avoir à lui demander directement s'il est bénéficiaire de l'aide sociale ou non : nom de l'employeur, nom de l'institution financière et adresse de la succursale, numéro d'assurance sociale, etc.

Le 6 avril 2005, le RCLALQ organisait une tournée contre la discrimination. Des actions ont eu lieu en simultanément à Montréal, Québec et Gatineau. Le RCLALQ pressait la ministre de l'époque d'agir pour mettre fin aux abus lors de la recherche de logement. Enfin le Parti libéral du Québec s'est fait rappeler qu'il n'a toujours pas respecté son engagement de reconnaître le droit au logement.



Le secrétaire de la CORPIQ, Marc Dufour a aussi été visité aux bureaux de sa société Dufour Cinq-Mars, laquelle est bien connue pour ses formulaires de renseignements personnels longs comme le bras et ses hausses de loyer abusives.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

À LA SIGNATURE D'UN BAIL LOCATIF, ON M'A REMIS UN FORMULAIRE QUI ME DEMANDAIT MON N.A.S., MON NUMÉRO DE PERMIS DE CONDUIRE, MON NUMÉRO DE PLAQUE AUTOMOBILE, MON FOLIO DE COMPTE DE BANQUE, LORSQUE J'AI PROTÉGÉ DE CES DEMANDES D'INFORMATIONS ABUSIVES, LE LOCATEUR M'A DIT: "SI TU NE LE REMPLIS PAS, TU N'AURA PAS LE LOGEMENT." JE N'AI PAS EU LE CHOIX DE REMPLIR LE FORMULAIRE. CES DEMANDES D'INFORMATIONS ABUSIVES DEVRAIENT ÊTRE ILLÉGALES ET DES SANCTIONS DEVRAIENT ÊTRE PRÉVUES PAR LA LOI CONTRE LES PROPRIÉTAIRES QUI S'ENTÊTERAIENT À COLLECTER CES INFORMATIONS. AGISSEZ MAINTENANT.

Nom: E. LOCAS

Ville: MONTREAL



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

QUAND J'AI LOUÉ MON 1^{er} LOGEMENT EN 1989,
LE PROPRIÉTAIRE M'A OBLIGÉ À LUI
DONNER MON # DE PASSEPORT POUR
SIGNER UN BAIL AVEC MOI!

Nom :

DEWIS TREPANIEN

Ville :

MTL



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Que en mit 2010 je cherché un logement mais
quand je trouvé un je l'ai visité et je contacté
le propriéte' premièrement il mon demandé mon nom
mon adresse, mon téléphone, nombre de famille, si je travail,
ça c'est que recte; mais il stais alle au bureau de mon
ancien propriétaire, et le conseilé je il lui demandé
comment que y'aitais avec lui. es que y'aitait un bon
locataire. Carte visa carte quichet c'est pas
bon ok

Nom: Millien Terasme'

Ville: Montreal



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
WWW.RCLAQ.QC.CA

Demande de location

Lieux demandés: _____
Adresse: _____

Locataire(s): _____
Nom: _____
Adresse: _____

Adresse antérieure
si moins de 2 ans: _____

Téléphone: _____

Date naissance: _____
JJ-MM-AA

Autres
identifications
(préciser): _____

Employeur: _____
Nombre d'années: _____
Adresse: _____

App. N° _____
Prénom: _____

Dans les formulaires de location on demande le numéro d'assurance sociale, la date de naissance, des références sur l'emploi, des références bancaires, etc. Toutes ces informations sont des données sensibles non requises pour la location d'un logement. Seuls le nom, le prénom et l'adresse complète sont nécessaires à la location d'un logement.

Pour ce qui est de la capacité financière du locataire, le RCLALQ recommande de présenter les reçus du loyer.

Code Postal: _____
Code Postal: _____

N.A.S. (facultatif): _____

Tel. travail: _____

Fonction: _____
Salaires Annuel: _____

N° de compte: _____
Adulte(s): _____
Enfant(s): _____

Agés: _____

Banque: _____

Nombre de personnes qui occuperont le logement: _____

Par la présente, je soussigné(e), accepte et m'engage à signer votre formulaire de bail pourvu que la location soit acceptée par le propriétaire ou par son administrateur légal dans les 10 jours de la date de la présente, et j'autorise le propriétaire à obtenir ou échanger des renseignements personnels vérifiés ma situation financière. En cas de refus par le propriétaire, S'il que j'ai déposé sur le formulaire de bail, sans recours pour les deux parties.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Dans mes recherches pour un appartement, j'étais
demandé par mon numéro social, que j'ai refusé.
Alors, j'étais informé que si je refuse de le donner
au propriétaire, j'aurais pas l'appartement que je
voulais.

Nom:

John Stéprien

Ville:

Montreal



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec*
www.rclalq.qc.ca

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Je crois avoir été victime de discrimination parce que je n'ai pas complètement rempli un formulaire de location abusif. J'ai été victime de discrimination car je suis sans emploi. Mon âge et celui de mon ami a aussi été un facteur discriminant.

Nom : M-J.B.

Ville :

Montréal



Une action organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec*
[WWW.RCLAQ.QC.CA](http://www.rclaq.qc.ca)

La recherche d'un logement : une véritable course a obstacles

Obstacle 3 : Les frais pour l'enquête de crédit (taxage des locataires)

Pour éliminer les aspirants locataires à faible revenu de la course, certains propriétaires ajoutent un obstacle. Ils demandent un montant d'argent, entre 20\$ et 100\$, comme frais pour l'étude de crédit. Ces frais sont très rarement remboursables. C'est une forme de taxage des locataires; une occasion en or pour un propriétaire sans scrupule.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

Ceci est un cas réel.

Recherche logement à Rosemont. Les frères du propriétaire ont le 1^{er} dépot de \$20.
Enquête de crédit: Adresse, Banque, Caisse, n^o Compte, n^o Assurance
Social, Références et Employeur.

P.S. \$20. sera remboursé si on est refusé. Tout ça avant de visiter le logement.

Nom: *Benoit Beliveau*

Ville: *Montreal*



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec
www.rclaq.qc.ca

La recherche d'un logement : une véritable course a obstacles

Obstacle 4 : Journée porte ouverte : les visites en groupe

Les visites en groupe ou portes ouvertes prennent de l'ampleur. Cette pratique permet au propriétaire de louer le logement sous pression. Le propriétaire est en position de force pour demander de remplir le formulaire de renseignements personnels et des frais pour l'étude de crédit.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

① 2003 - 1½ de 2½ loyer 450\$

1 mois de loyer d'avance en plus de celui du mois.
Il a fallu que mon fils qui vit en France envoie
des garanties de revenu par son bulletin de salaire,
attestation de son employeur. Le tout signé
par un notaire -

② - Je remplis le bail la propriétaire me dit: continuer
à chercher Madame, d'autres personnes vont venir
j'étais la première présente sur les lieux. en

Nom:

2004

Ville:



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec

La recherche d'un logement : une véritable course a obstacles

Obstacle 5 : Le dossier de crédit

C'est le moyen le plus utilisé pour vérifier la solvabilité du locataire et ainsi déterminer s'il est un risque financier pour le propriétaire. Le dossier de crédit fait référence aux emprunts et cartes de crédit. Il n'a rien à voir avec les habitudes de paiement du loyer. Une personne qui aurait fait faillite et toujours payé son loyer, pourrait se faire refuser un logement.

DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

J'ai été visiter un logement dans le quartier Limoënou parce que j'étais en recherche de logement et j'étais obligée de signer une formule de demande de collecte de données sur moi et d'entente de crédit m'obligeant à prendre le logement le 1^{er} juillet. J'étais allée visiter le dit logement en avril. Le propriétaire qui m'a obligé de signer cette demande de collecte de données sur moi et de crédit m'a l'arrangement en question comme du poisson pourrit parce que je suis incapable de payer le prix du loyer qui était de 400\$ par mois. Heureusement que j'ai pas été poursuivie par les tribunaux parce cette

Nom:

Christine Dumas

Ville:

Québec



DISCRIMINATION ET RECHERCHE DE LOGEMENT :

JE TÉMOIGNE!

~~beaucoup d'endroits~~
→ handicapé ; tu es un ~~maître~~ ^{maître} B9 handicapé ; on ne
* que ça soit à ~~Montreal~~ ^{prend pas les B9}, Laval, Blainville, etc..
→ on demande des infos sur nous et notre crédit +
tu es sur le B9 ; ça prend un endosseur

Nom : Pierre Provencal

Ville : Montreal



Une action organisée par le Regroupement des comités logement
et associations de locataires du Québec

La recherche d'un logement : une véritable course à obstacles

Obstacle 6 : La Commission d'accès à l'information (CAI)

La Commission d'accès à l'information (CAI) ne remplit pas son rôle de protection de la vie privée des citoyens et des citoyennes de façon collective. Chaque locataire doit se battre individuellement sans obtenir le moindre dédommagement. Il se retrouve seul contre le propriétaire, les associations de propriétaires et leurs avocats.

Le RCLALQ hésite à recommander aux locataires de porter plainte à la Commission d'accès à l'information (CAI).

En 2001, un locataire a déposé une plainte à la CAI alléguant que la propriétaire a refusé sa candidature pour la location d'un logement parce qu'il ne lui a pas divulgué son numéro d'assurance sociale (NAS). Le 16 avril 2002, la CAI ordonnait à la propriétaire de ne pas exiger le NAS auprès de ses futurs locataires, pour la location d'un logement. Or, cette décision a été portée en appel. Ce n'est que le 22 mars 2005 que la Cour du Québec ordonnait à la CAI "de se ressaisir du dossier et d'entendre les parties." La CAI a finalement rendu sa décision le 7 octobre 2008, pas moins de 7 ans plus tard!

La recherche d'un logement : une véritable course à obstacles

Obstacle 7 : Les délais à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Lorsqu'il y a discrimination, on peut porter plainte auprès de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). Cependant le processus est long et les décisions n'ont donc pas l'effet escompté. Malgré le dédommagement monétaire que les victimes peuvent obtenir, la plupart des locataires se découragent finalement à porter plainte.

Les délais de traitement : des chiffres qui parlent

Au cours de la dernière année, la Commission a poursuivi la mise en place de mécanismes structurels, organisationnels et informatiques efficaces en gardant en tête son objectif : offrir un meilleur service aux personnes qui sont touchées par ses interventions.

Le tableau qui suit donne le délai moyen de traitement pour tous les dossiers menés à terme au cours de 2010-2011 et des deux années antérieures.

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Total	592	504	383

383 jours c'est plus que la durée d'un bail (12.7 mois)

65 % de l'ensemble des dossiers traités et finalisés au cours de la dernière année l'ont été dans un délai moyen de 146 jours.

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Total	576	393	340

Extrait du rapport d'activités et de gestion 2010-2011 de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

La recherche d'un logement : une véritable course à obstacles

Obstacle 8 : Les vides juridiques

Les locataires en recherche d'un logement font face à un vide juridique complet. La Régie du logement n'a juridiction que lorsqu'il y a un bail signé. L'Office de la protection du consommateur n'a pas juridiction sur la demande de frais pour étude de crédit. Aucune action immédiate ne peut être entreprise pour forcer le propriétaire à louer le logement sans discrimination. Le traitement de plaintes à la Commission d'accès à l'information ou à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est un long processus qui ne permet pas l'accès au logement.

REVENDEICATIONS

Le RCLALQ demande que:

- le gouvernement du Québec encadre juridiquement le processus de location d'un logement pour assurer le droit d'accès et mettre fin à la discrimination et à la collecte abusive de renseignements personnels.
- les pouvoirs de la Régie du logement soient élargis afin qu'elle ait pleine juridiction sur le processus de location des logements.
- les formulaires de demande de location mis de l'avant par les associations de propriétaires soient interdits.
- toute forme de dépôt d'argent à la signature d'un bail soit interdite.

Groupes membres du RCLALQ

Abattons les échelons sociaux-économiques (Amqui)

(418) 629-6777

Action Dignité de Saint-Léonard

(514) 251-2874

Action-Logement Lanaudière

(450) 394-1778 1-855-394-1778

ACEF de l'Abitibi-Témiscaminque

819-764-3302 1-877-764-3302

ACEF Amiante-Beauce-Etchemins – volet logement

(418) 338-4755 1-888-338-4755

ACEF de l'Île Jésus – Volet logement (Laval)

(450) 662-0255

ACEF Montérégie-est

450-375-1443 1-888-375-1443

ACEF Rive-sud de Québec

Tél : (418) 835-6633 1-877-835-6633

Association pour la défense des droits sociaux Montréal

514-523-0707

Association des locataires des Bois-Francs

(819) 758-3673

Association des locataires de Villeraie

(514) 270-6703

Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain

(418) 523-6177

Carrefour d'Actions Populaires de Saint-Jérôme

(450) 432-8696

Comité d'action Parc Extension

(514) 278-6028

Comité BAILS

(514) 522-1817

Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce

(514) 484-1471

Centre éducatif communautaire René-Goupil (St-Michel)

(514) 596-4420

Comité des citoyens et citoyennes du quartier St-Sauveur

(418) 529-6158

Comité logement Ahuntsic-Cartierville

(514) 331-1773

Comité logement d'aide aux locataires (Ste-Foy)

(418) 651-0979

Comité logement Beauharnois

(450) 429-3000

Comité logement Ville-Marie

(514) 521-5992

Comité logement de Lachine-Lasalle

(514) 544-4294

Comité logement Montréal-Nord

(514) 852-9253

Comité logement Montérégie

(450) 670-5080

Comité logement de la Petite Patrie

(514) 272-9006

Comité logement du Plateau Mont-Royal

(514) 527-3495

Comité Logement Rimouski-Neigette

(418) 725-4483

Comité logement de Rivière-du-Loup

(418) 867-5885 #220

Comité logement de Rosemont

(514) 597-2581

Comité logement Saint-Laurent

(514) 756-7036

Comité logement Trois-Rivières

(819) 694-6976 1-866-694-6976

Comité logement de Valleyfield

(450) 377-3060

Entraide Logement Hochelaga-Maisonneuve

(514) 528-1634

Infologis de l'Est de l'Île de Montréal

(514) 354-7373

La Ruche Aire ouverte

(819) 293-6416

Logemen'Occupe (Gatineau)

(819) 246-6644

CEIL Côtes-des-Neiges

(514) 738-0101

POPIR-Comité logement (St-Henri)

(514) 935-4649

Projet Genèse (Côte-des-Neiges)

(514) 738-2036

Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain

(418) 524-2404

Regroupement des Auberges du Cœur

(514) 523-8559

Regroupement pour les droits des personnes assistées sociales Mont-Laurier

(819) 623-2948

La Maisonnée

(514) 271-3533

Action logement Pierre-de-Saurel

(450) 881-1910